

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Yasser Arafat à Beyrouth

**«PAR LA
FORCE DU
FUSIL NOUS
LIBERERONS LA
PALESTINE»**

Vendredi dernier, l'Etat sioniste manifestait une nouvelle fois son caractère expansionniste et agressif par la publication d'un communiqué officiel, qui, sous prétexte de «travaux d'infrastructure et de bonification des terres», annonçait la «création sur le champ de vingt points de peuplement dans la région de Rafiah», dans le Sinai occupé. Un débat animé s'ensuivit à la Knesset où Begin a tenu à réaffirmer que ces nouvelles colonies juives en terre égyptienne «étaient parfaitement conformes au plan de paix d'Israël». C'est là une nouvelle et éclatante manifestation de l'arrogance des autorités sionistes, fortes du soutien public affiché par Carter, qui a salué comme «positif» le plan Begin et plaidé en sa faveur, et du soutien également efficace de l'URSS qui travaille dans l'ombre à la division des forces arabes et palestiniennes.

Pendant que la Conférence du Caire piétine et s'enlise devant la volonté sioniste de n'accepter aucune concession réelle, une intense activité diplomatique et politique continue de secouer le Proche-Orient.

A peine rentré du Soudan, le président Sadate, reçoit le Chah d'Iran, puis le roi Hussein de Jordanie pendant que la Syrie et l'Irak resserrent leurs liens et que le président Boumédiène entreprend un nouveau et vaste périple au Proche-Orient.

L'Egypte se montre ouvertement inquiète et déçue de l'intransigeance sioniste et réaffirmant son rejet d'un accord de paix séparée avec Israël a condamné la création de nouvelles colonies sionistes comme «une grave violation de la loi internationale et des principes sur lesquels doit se fonder le règlement pacifique». Dénouant ce «maintien du défi à l'opinion publique mondiale», le ministre égyptien

(Suite page 2)

Après l'évaluation du coût du Programme commun,
le coût du programme gouvernemental

LES TOURS DE PASSE-PASSE NE CHANGERONT RIEN



Barre a évalué, lundi, à 22 milliards de francs, pour cinq ans, le coût total des objectifs du gouvernement, qu'il a présentés samedi à Blois.

Comparant ce coût à celui du Programme commun de la gauche, il a insisté sur le fait que ces 22 milliards de francs sont parfaitement compatibles avec le redressement économique et financier de la France alors que, selon lui, les mesures préconisées par la gauche, et évaluées à environ 65 milliards de francs pour la seule année 1978, mettraient, dès la première année, l'économie française dans «le trou».

Le premier ministre a, par ailleurs, insisté sur le fait que «la répartition et l'étalement dans le temps de ces mesures n'étaient pas figés et que leur application pour-

rait être modulée en fonction de la situation économique nationale et internationale.

Barre a prétendu que les années 1978-1979 devaient être consacrées en priorité à l'achèvement du redressement économique du pays, et a fait remarquer que les mesures les plus coûteuses, par souci de cohérence financière, ne seraient appliquées qu'à partir du milieu de 1979, date à laquelle, selon lui, se consolidera le redressement de l'économie française.

«A partir de 1980, jusqu'à la fin de la législature, la base économique sur laquelle pourra se construire le progrès social, sera confortée» a-t-il déclaré.

Barre par ci, Barre par là, tous ses faits et gestes, toutes ses déclarations sont

largement diffusées par la télévision, la radio, la presse. Ils n'ont d'yeux et d'oreilles que pour sa propagande soporifique.

Tout ça pour faire croire que le gouvernement d'exploiteurs veut changer quelque chose en 1978. Après avoir été présenté par Giscard comme «le plus grand économiste», serait-il en plus le plus grand magicien ?

Tous les gouvernements capitalistes qui se sont succédés depuis des dizaines d'années, ne se sont jamais préoccupés d'autres choses que de leurs profits, pourquoi changeraient-ils — comme par enchantement du jour au lendemain ? Le plan Barre III ne peut pas être fondamentalement différent des deux précédents, ou de celui de Chirac avant, comme ceux qui l'ont précédé.

Tous les politiciens bourgeois prétendent que leur plan est le meilleur. Qu'à cela ne tienne... Aucun n'est capable d'amener l'élimination complète du chômage, de l'inflation... bref, de l'injustice généralisée. Ce ne sont que des charlatans qui veulent entretenir des illusions avec de belles promesses, de belles phrases ronflantes.

On obtient que ce que l'on arrache par la lutte résolue, classe contre classe.

Editorial

Unité de la classe ouvrière contre l'Union de la gauche

Les journaux bourgeois, la radio et la télévision ont repris les différents discours des «grands leaders politiques» : la campagne électorale est lancée. Tout est présenté en termes électoralistes : gauche contre droite.

C'est dans cette problématique que s'est enfoncé le PCF. Faut-il rappeler la «démonstration» de Marchais : le PS a viré à droite, il faut le ramener à gauche. Mais poser ainsi la question, ce n'est pas la poser en terme de classes.

La question qui est posée à l'occasion de ces élections est la même question stratégique posée chaque jour : construire l'unité de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise. Pour cela, les marxistes-léninistes ont une arme : la tactique dite «classe contre classe».

Ce mot d'ordre «Classe contre classe» fut lancé par le PCF quand il était encore un parti révolutionnaire, dans une lettre ouverte du Comité central, datée des 9 et 10 novembre 1927. Son but était de «hâter le rassemblement des masses laborieuses sous la direction du prolétariat et de son parti communiste pour une lutte intransigeante contre toutes les fractions de la bourgeoisie». Dans toutes les «fractions de la bourgeoisie», il y avait non seulement la bourgeoisie au pouvoir, mais aussi les dirigeants sociaux-démocrates de la vieille SFIO.

C'est une conception de l'unité sur des bases de classe. Non pas l'unité avec les dirigeants sociaux-

démocrates, mais contre eux. Non pas l'«union de la gauche», mais l'unité de la classe ouvrière, à la base quelque soit le parti ou le syndicat dont se recommandent les ouvriers.

C'est cette ligne que Kanapa, dirigeant du PCF, condamnait à nouveau, il y a un mois encore. Le choix des dirigeants actuels du PCF n'est plus celui de «Classe contre classe», mais de la collaboration au sommet avec les Mitterrand et Fabre. C'est une trahison des dirigeants du PCF, une trahison parmi d'autres qui jointes toutes ensemble nous permettent de dire : aujourd'hui, les Marchais et Cie ont fait de leur parti un parti bourgeois qui ne rêve que de gérer le capitalisme avec un autre parti bourgeois, le PS.

Quant à nous, marxistes-léninistes, nous profiterons de ces élections pour construire un peu plus l'unité de classe de tous les ouvriers, syndiqués ou non-syndiqués, qu'ils soient militants de base du PCF ou même du PS ou même inorganisés. «L'union de la gauche» a fait ses tristes preuves. Que peut-on en attendre ? Il nous faut par contre reconstruire l'unité de classe de la classe ouvrière en rejetant ces vieux politiciens bourgeois, dont on voit bien aujourd'hui qu'ils mènent les travailleurs à l'impasse.

Cette unité ne se fait pas pour autant en dehors de tout parti. Le parti qui a repris aujourd'hui le drapeau de la lutte «Classe contre classe», c'est le Parti communiste marxiste-léniniste de France. C'est sous sa direction que se fera l'unité de la classe ouvrière.

**A L'OCCASION DU 10e
ANNIVERSAIRE DU PARTI
COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE
DE FRANCE**

MEETING
Organisé par l'Humanité rouge
LE 27 JANVIER A 20h30
A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF. La campagne politique de 1978. Présentation des candidats marxistes-léninistes de la région parisienne.



Cinéma

«Le fond de l'air est rouge»

A travers des bandes d'actualités et des interviews, Chris Marker prétend témoigner sur les événements des années 1960-1970 et particulièrement sur l'évolution du mouvement communiste international.

Malgré la longueur du film (quatre heures), il y a de grosses lacunes. On voit Castro en long, en large, de profil qui parle, qui parle, mais il n'est pas question du rôle de Castro dans la scission du mouvement communiste international. Pourtant Marker parle du communisme, mais pour prouver quoi ? D'abord que celui-ci a sombré. Prague, la dégénérescence du Parti communiste de l'URSS, du PCF, tout ceci est commenté dans un esprit défaitiste, au fond réactionnaire et anticommuniste. Pour présenter la critique de la dégénérescence de ces partis, Marker ne donne la parole qu'à des individus qui font une critique de droite, à des révisionnistes ou des trotskystes : à Verges, qui dirige le parti révisionniste réunionnais, à London, à Ellenstein, à Semprun. Un des rares personnages sympathiques du film est Garaudy.

La Chine, Marker l'exécute en cinq minutes et avec trois calomnies pour toute démonstration. Pour lui, l'exemple donné par la Chine ne donne aucune perspective. Par contre, il regarde avec nostalgie vers les fantômes du printemps de Prague. Quelle perspective enthousiasmante !

D'ailleurs, tout est bouché, puisque Marker nous montre que les mouvements de masse des années 1960 ont été réprimés et la guérilla d'Amérique latine étouffée. Pour Marker, la révolution est impossible. Il aurait d'ailleurs dû appeler son film ainsi, le titre aurait correspondu au contenu. La lutte du peuple palestinien est ignorée.

Cependant, certaines séquences sont intéressantes. Quand par exemple, il prend des bandes d'actualité, Marker s'efface derrière elles, et le film prend alors de l'intérêt. Ainsi cette intervention d'Allende devant les travailleurs chiliens. Ainsi, le discours historique de Castro justifiant l'agression russe contre la Tchécoslovaquie. Les images de Prague, de l'invasion, de l'enterrement de Jan Palach sont bouleversantes et inoubliables. Le clou du film : à un congrès du PCF, Marchais goguenard, satisfait, sûr de lui et ricanant, parle de l'expérience chilienne de passage pacifique au socialisme «qui confirme les thèses du PCF». En quelques minutes marchais, avec le recul du temps, apparaît pour ce qu'il est : un politicien bourgeois, marchant d'illusions criminelles.

Correspondant HR

Genevilliers

Chausson : le baigneur qui tue

Un travailleur immigré, M. El Alaoui a été trouvé gisant sur le trottoir inconscient. Transporté à l'hôpital Beaujon, les médecins ont découvert qu'il était atteint de deux tumeurs au cerveau et de tuberculose. M. El Alaoui a 42 ans. Il a travaillé 18 ans chez Chausson à Genevilliers où il faisait un travail très dur : huit heures par jour, il tournait à bout de bras des barres métalliques où l'on perceait des trous à chaque extrémité. Il soulevait ainsi sept à huit tonnes par jour. Il était tombé malade une première fois, et était revenu travailler. Mais usé il ne parvenait plus à accomplir le travail qu'il faisait auparavant. La direction l'avait alors promené de poste en poste. Il s'était rebiffé contre un chef qui lui reprochait de ne pas tenir les cadences et avait été chassé. Cet homme qui s'était usé au travail a été licencié car il n'était plus rentable pour Chausson. En deux ans, trois ouvriers sont morts au baigneur Chausson qui tue en toute impunité. Parmi eux, M. Boubaya, qui s'était vu refuser des soins à l'hôpital de Creil.

La Méditerranée est malade de la pollution

Tel est le diagnostic prononcé par le colloque sur la pollution de la Méditerranée qui se tient actuellement à Monaco. Sa maladie est la pollution. Si des mesures ne sont pas prises dans les plus brefs délais, le mal pourrait bientôt devenir incurable. Tel est le cri d'alarme que vient de pousser le colloque. On estime que 90 % des eaux usées provenant de 120 villes côtières, sont déversées en Méditerranée. Des maladies telles que l'hépatite virale, la dysenterie, la typhoïde, la poliomyélite, existent à l'état endémique, c'est-à-dire en permanence, tandis que l'on enregistre périodiquement des épidémies de choléra.

Des milliers de tonnes de polluants chimiques sont charriés par les vents, des navires déchargent quotidiennement des tonnes de déchets. Enfin la concentration de composés chimiques toxiques (mercures, etc.) absorbés par les poissons et crustacés constituent un danger pour l'homme.



Yasser Arafat à Beyrouth

«PAR LA FORCE DU FUSIL, NOUS LIBERERONS LA PALESTINE»

(Suite de la page une)

des Affaires étrangères a affirmé : « Cette politique ne sert nullement les efforts de paix en cours et met en doute la sérieuse et la sincérité de la partie israélienne dans ses efforts ».

Tout en saluant les efforts de paix du président Sadate, l'Arabie Saoudite a de son côté, opposé une ferme fin de non-recevoir à toute tentative qui viserait à contester à l'OLP le statut de légitime et unique porte-parole du peuple palestinien au profit de la Jordanie et rappelé « qu'il ne saurait y avoir de paix véritable au

Proche-Orient tant que les éléments fondamentaux d'une telle paix ne sont pas assurés... ces éléments sont la restitution des territoires arabes occupés, la restauration des droits des Palestiniens et notamment de leur droit à l'autodétermination

... le royaume saoudien est attaché aux résolutions du sommet de Rabat (octobre 1974), notamment celles proclamant l'OLP représentant unique et légitime du peuple palestinien ». Ce gouvernement saoudien a également proclamé que « l'Ara-

bie Saoudite poursuit sa politique visant à unifier les rangs arabes et à réduire les divergences ».

En Palestine occupée la lutte du peuple palestinien prend un nouvel essor. L'école Normale de Ramallah a été fermée ce week-end pour trois semaines à la suite de manifestations antisionistes des étudiants.

Six d'entre eux ont été arrêtés et expulsés de l'école.

A Naplouse, des arrestations ont été opérées dans la nuit de samedi à dimanche au camp de réfugiés de Balata, à la suite de manifestations au cours desquelles un car israélien a été lapidé et un véhicule militaire attaqué.

Ces luttes témoignent de l'appui du peuple palesti-

nien en exil comme dans les territoires occupés à son porte-parole, l'OLP.

A Beyrouth, le dirigeant palestinien Abou Iyad a réaffirmé : « Toute parcelle, libérée ou non du territoire palestinien, appartient à la Palestine (...) Nous voulons un Etat palestinien indépendant d'où nous poursuivrons la lutte pour la libération de tout le territoire palestinien ». Il a réaffirmé que les Palestiniens n'avaient aucune intention de s'établir au Liban : « Nous voulons retourner dans notre patrie la Palestine ». De son côté, Yasser Arafat a déclaré : « La résistance palestinienne ne s'agenouillera pas et poursuivra la lutte jusqu'à la victoire... C'est par la force du fusil que nous libérerons la Palestine ».

Répression en Ethiopie COMMUNIQUE

L'Union des étudiants éthiopiens en France entreprend aujourd'hui une campagne de protestation contre la répression qui sévit à l'heure actuelle en Ethiopie. En effet, nous assistons à une accentuation de la répression engagée depuis plusieurs mois déjà contre les militants, sympathisants ou personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation marxiste-léniniste «ME'ISONE» (Mouvement socialiste panéthiopien).

Plusieurs dizaines de nos camarades sont jetés en prison, harcelés, torturés ou fusillés. Le seul tort de ces militants est d'avoir dénoncé le caractère antidémocratique du régime, son glissement droitier et son abandon progressif du Programme de la révolution nationale démocratique qu'il avait lui-même proclamé.

Soutenant les justes positions des marxistes-léninistes du ME'ISONE, l'ensemble du mouvement étudiant éthiopien à l'étranger a décidé d'engager une vaste campagne de protestation pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques progressistes, l'arrêt immédiat de la campagne anti ME'ISONE, la proclamation immédiate des li-

berties démocratiques pour les masses sans restrictions, etc.

C'est, dans ce cadre, qu'aujourd'hui, le 6 janvier 1978, une délégation de l'Union des étudiants éthiopiens en France, de l'Union des étudiants éthiopiens en Europe et l'Union démocratique des femmes éthiopiennes se rendra auprès de l'ambassade d'Ethiopie à Paris pour présenter nos revendications et protester contre la répression féroce qui frappe le mouvement révolutionnaire dans notre pays.

Des actions du même genre seront organisées pendant une semaine par les étudiants éthiopiens en Amérique du Nord, en Chine et au Moyen-Orient. En Europe, dans plus d'une dizaine de pays, de telles actions seront organisées notamment auprès de nos ambassades à Bonn, Moscou, Stockholm, Belgrade, Londres, etc.

Nous appelons tous les démocrates et progressistes à se joindre à nous pour exiger le respect des libertés démocratiques en Ethiopie en envoyant des pétitions auprès des ambassades et des télégrammes de protestation au gouvernement militaire.

● Chili

Pinochet jubile, il a remporté une grande majorité au référendum qu'il a organisé sur le thème du respect des droits de l'homme au Chili. Un référendum organisé par un gouvernement fasciste, on sait ce que cela veut dire. Pourtant, malgré la répression permanente, les masses chiliennes se lèvent. Récemment une grève a secoué les mines de cuivre d'El Teniente. A la veille du référendum, le peuple manifestait dans les rues de Santiago, malgré tous les risques que cela comporte sous le fascisme. C'est cette image que nous retenons et non pas la farce organisée par Pinochet.

● Italie

Samedi soir, deux militants fascistes du Mouvement Social Italien ont été tués lors d'un attentat ; dimanche après midi, des groupes néo-fascistes ont manifesté dans Rome et ont attaqué deux militants de gauche. L'un d'eux fut poignardé et est toujours dans un état très grave.

On constate ces derniers temps, un regain des activités des fascistes en Italie. La cause de tous ces troubles et provocations est l'instabilité politique qui règne actuellement dans le pays.

Le PCI a tout intérêt à ce climat. Il se présente comme le garant de l'ordre et comme tel, revendique sa place dans le gouvernement bourgeois.

que sa place dans le gouvernement bourgeois.

● Afrique du Sud

Richard Tuner, un universitaire Blanc a été assassiné dimanche chez lui. Il avait pris position en faveur des luttes menées par les Africains et il y a trois ans, il avait été banni en raison de son engagement aux côtés des syndicats noirs non-reconnus par le gouvernement : mesure qui venait à expiration au mois de mars 1978.

Pendant ce temps, la police officielle assassine elle aussi. Elle intervient

contre toutes les manifestations. Dimanche soir, elle tirait sur des manifestants venus assister à des obsèques de militants noirs dans les cités-dortoirs de Port-Elizabeth. Six Noirs africains ont été blessés par balles.

● Etats-Unis

Chaque jour, la répression s'accroît et la lutte se durcit. Samedi soir, la police est intervenue contre les 400 à 500 mineurs qui attaquaient un centre de chargement de charbon. Elle a arrêté 194 de ces mineurs, mais il en faut plus pour faire reculer les 160 000 mineurs en grève depuis plus d'un mois maintenant.

A l'occasion du 10^e anniversaire du Parti communiste marxiste léniniste de France

MESSAGE DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS (ESPAGNE)

Chers camarades,

Au dixième anniversaire de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France, veuillez recevoir nos félicitations les plus chaleureuses. Cette date de grande signification est un succès des communistes et de la classe ouvrière française.

Le PCMLF, élevant le drapeau du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, a récolté, pour la classe ouvrière française, de nombreux succès.

Le PCMLF s'est construit dans la lutte contre le révisionnisme moderne, contre l'opportunisme et la défense des intérêts de la classe ouvrière française. Les succès du PCMLF causent une grande joie aux communistes espagnols.

Recevez nos meilleures salutations communistes,

Manuel Guedan
Departemento de relaciones internacionales
Comité central
Organización revolucionaria de trabajadores



Commandez et payez cette brochure à APN - Editions BP 279 75886 Paris Cedex 18

Prix 5F

• Tchécoslovaquie

Il y a un an...

Il y a un an... en fin de matinée, le 6 janvier 1977, trois contestataires venaient apporter deux cent cinquante enveloppes contenant toutes un exemplaire de la Charte 77, destinées aux principaux organes de l'État.

Cette chartre condamnait la politique du gouvernement tchécoslovaque qui restreint les droits de l'homme.

Ce dernier a réagi très violemment contre la charte qui était une contestation organisée. Une répression sévère s'ensuivit dont les effets continuent à peser lourdement sur la plupart des signataires de la Charte.

Le gouvernement tchécoslovaque ne pouvait admettre que son pouvoir soit remis en cause. Pour l'URSS, il est indispensable que le gouvernement qu'elle a mis en place, il y a maintenant 10 ans, puisse imposer sans problème, l'exploitation des travailleurs.

Tout le tapage que faisait le gouvernement tchécoslovaque pour redorer son blason autour des droits de l'homme était remis en cause. Les arrestations, les licenciements qui ont frappé les signataires de la charte n'ont pas abouti à l'écrasement du mouvement de révolte en Tchécoslovaquie. Au contraire, il a pris de l'ampleur et la contestation a dépassé le cadre des intellectuels. Et le gouvernement doit baisser d'un ton : vendredi, le jugement en appel de deux contestataires s'est soldé par une remise de peine.

Le budget de Paris

Règlement de compte au sein de la majorité, lundi dernier, lors du vote du budget de la Ville de Paris.

Paris, étant à la fois une ville et un département, dispose de deux budgets. C'est le budget départemental d'un total de 2 608 millions de francs, qui a été adopté.

Cette discussion a été une occasion pour Chirac de faire un croche-pied au préfet, et par là-même au gouvernement. Il a, en effet, fait amputer de 71 millions de francs, ramenant de 596 à 525 millions, la part de participation du département-Paris au déficit des

transports en commun de la région parisienne.

Derrière les raisons qu'a données Chirac à cette décision, et en particulier « la gestion extravagante, intolérable de la SNCF-banlieue (...), exemple de technocratie... » (c'est l'ancien premier ministre qui dit ça !) se profile les élections et la rivalité des partis de la majorité. Chirac trouve ainsi le moyen de faire une opération électorale en économisant de l'argent à bon compte, c'est le prix des transports qui grimperait, mais pas avant mars, et en même temps de mettre Giscard dans l'embarras.

Coopération à la française

Deux élèves-officiers mauritaniens de l'École militaire inter-armes d'Atar ont déclaré, lundi, au siège du Front Polisario, à Alger, avoir rallié les rangs du Polisario, le 20 décembre dernier.

Ils ont tous deux déclaré que plus de 150 officiers français se trouvaient, à la fin de cette année, à Nouakchott, répartis notamment entre le ministère mauritanien de la Défense (deux commandants), la présidence de la République (un

officier supérieur) et trois bureaux de l'état-major.

Ils ont affirmé avoir été enrôlés de force avant d'être acheminés, en août 1977, à l'École militaire d'Atar « dirigée par le commandant français Dupuy et qui compte 21 officiers-instructeurs français ».

Ils ont indiqué que les forces aériennes, terrestres et de blindés, ainsi que les principaux dépôts d'armes lourdes et légères, sont contrôlées par des officiers français.

• Vitry

NON AU RENFORCEMENT DE LA POLICE NON AU COMMISSARIAT

A Vitry comme dans d'autres municipalités de « gauche », dirigées par le PCF, l'heure est au renforcement de la police. Après la construction d'une gendarmerie c'est l'installation d'un commissariat que la municipalité appelle maintenant de ses vœux.

Pour tenter de faire avaler la pilule à la population et de l'imposer en douceur, elle fait un grand battage autour des dégradations et des actes de délinquance nombreux dans la ville.

Mais ce n'est qu'un prétexte ! De tels actes accompagnent en cortège la crise capitaliste, le chômage accru, la misère. La multiplication des rondes de police et des opérations coups de poing n'empêchent aucunement leur poursuite. Par contre, si la police ne protège pas les travailleurs elle les réprime comme le montre la multiplication des incidents suscités par le quadrillage policier de plus en plus serré.

A la cité Balzac, grande cité ouvrière, la police est intervenue de façon brutale contre les travailleurs immigrés. Il y a quelques semaines, plus de cinquante policiers ont mis en état de siège la cité des « Montagnards », fouillé tous les escaliers, opéré des rafles massives de jeunes. Les travailleurs et les habitants qui s'opposent au régime en place et à la municipalité PCF sont l'objet de pressions accrues.

Dernièrement, c'est à des militants marxistes-léninistes que les flics s'en sont

pris. Le 31 décembre, quatre cars ont été envoyés au centre commercial Balzac pour interpellier et emmener au commissariat des marxistes-léninistes qui diffusaient, avec des habitants des cités voisines, un tract dénonçant les agissements racistes du gérant d'un supermarché.

Des habitants se sont alors rendus au commissariat d'Ivry avec des militants de l'Humanité rouge pour exiger leur libération.

Le 7 janvier, deux militants de l'Humanité rouge qui diffusaient un tract intitulé : « Non au commissariat », dans lequel ils expliquaient leur position se sont vu entourés, à un moment où il y avait peu de travailleurs au centre commercial, par deux douzaines de policiers et des civils et emmenés au commissariat. Là encore, la mobilisation des travailleurs et des jeunes du quartier ainsi que des militants du PCR ml et d'un militant du PSU qui se sont aussitôt rendus au commissariat a permis qu'ils soient relâchés au bout de quelques heures.

Tout le monde peut ainsi constater concrètement les conséquences du

renforcement de la police à Vitry : ratonnades, vexations à l'égard des jeunes et des immigrés, répression accrue envers tous ceux qui s'opposent au système capitaliste et à la politique municipale menée sous

la direction du PCF.

C'est pourquoi, l'opposition au renforcement de la police à Vitry est une idée qui fait son chemin dans la popularisation malgré l'énorme propagande de la municipalité.

Economie des principaux pays capitalistes

Angleterre, Etats-Unis, France, Allemagne, Japon.

Précis historique

EXTRAIT DU SOMMAIRE

CHAPITRE IV — LA France

1. Du XVII^e au XVIII^e siècle, décadence du système féodal français et premier développement des rapports capitalistes
2. Le rapide développement de l'économie après la révolution bourgeoise et l'établissement du système capitaliste.
3. La formation du capitalisme monopoliste...
4. L'affaiblissement et les dommages causés à l'économie française par la Première Guerre mondiale.
5. La perturbation de l'économie française et le renforcement du capital monopoliste entre les deux guerres mondiales
6. Graves dommages causés par la Deuxième Guerre mondiale à l'économie française et exacerbation des contradictions de classes et des contradictions nationales.

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age ; la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution anti-féodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies :

Les Herbes sauvages

La Force du Livre

Paris 20e

Lyon 1er

et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

Giscard en Côte d'Ivoire

PRESERVER LES INTERETS IMPERIALISTES

Mercredi 11 janvier, Giscard d'Estaing sera en Côte d'Ivoire pour 5 jours. Ce sera l'un des séjours les plus longs qu'un président français ait effectué à l'étranger. Les relations entre les deux pays sont très étroites.

La Côte d'Ivoire est indépendante depuis 1960. Les accords dits de coopération, signés en 1961, sont toujours en vigueur. Giscard indique « que la Côte d'Ivoire est le premier pays bénéficiant de l'aide publique française ». On sait ce que cette prétendue « aide publique » veut dire, venant de la part d'un gouvernement impérialiste comme celui de la France, c'est ni plus ni moins le pillage économique. La contribution de la Côte d'Ivoire au financement de la coopération augmente chaque année et excède maintenant de beaucoup la part de la France.

Le gouvernement ivoirien rembourse à la France plus de 80 % des dépenses entraînées par la présence,

en Côte d'Ivoire, de quelques 3 500 coopérants, soit plus du tiers des effectifs envoyés par la France en Afrique sub-saharienne.

Pour Giscard, il conçoit qu'il s'agit d'un « modèle » de coopération par le fait que les deux tiers de la population ivoirienne connaissent la langue française, au lieu de 22 %, il y a 15 ans. « Modèle » également le fait que 45 000 Français travaillent actuellement en Côte d'Ivoire (les militaires sont-ils compris dans le tas ?).

La France, dans le domaine des relations commerciales, est, d'autre part, le premier client et le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire. Les contrats, conclus entre les deux pays en 77, atteignent 42 milliards de francs CFA, et les projets de contrats 265 milliards.

Quatre séries d'entretiens sont prévues pendant la visite de Giscard. Ils porteront à la fois sur la situation internationale, notamment en Afrique, et sur les

relations bilatérales.

Sur le plan international, Giscard d'Estaing a l'intention d'informer son homologue ivoirien de ses récents entretiens avec le président Carter. Le chef de l'État attache aussi une grande importance au développement de la situation dans certaines régions d'Afrique, notamment dans la Corne de l'Afrique.

Ils parleront également des tensions dans le nord-ouest africain, de la Rhodé-

sie, de l'Afrique du Sud et de la Namibie. On indique, en outre, à l'Élysée, que Giscard d'Estaing exposera, d'une manière très complète, « les éléments permanents de la politique africaine de la France, à laquelle le chef de l'État apporte un intérêt particulier », autrement dit, comment il compte maintenir à tout prix ses chasses gardées face à l'intense rivalité des deux superpuissances, surtout du social-impérialisme russe en Afrique.

**POUR CORRESPONDRE
AVEC LE JOURNAL
TELEPHONEZ AU
202 18 29**



Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

A partir du lundi 16 janvier, le journal, revenant à huit pages, le nouveau prix de l'exemplaire passant à 1,70 F, un nouveau tarif rentrera en vigueur pour les abonnements intérieurs et extérieurs. Pour ces nouveaux tarifs, un prix spécial a été calculé pour tous les abonnements nouveaux pris entre le 16/1/78 et mars 78.

Pour les anciens abonnements qui se terminent pendant cette période ou après, il a été tenu compte des nouveaux tarifs du journal et des frais d'expédition correspondants (notamment par avion pour l'extérieur et pli fermé en France).

Les abonnements, pris sur la base de 1 F, se trouveront donc automatiquement raccourcis d'un certain nombre de numéros, mais, comme par le passé, tous les abonnés recevront, une dizaine de jours avant la fin de leur abonnement, un rappel de fin d'abonnement et, sur la dernière bande de leur abonnement, l'avis du dernier numéro. Profitons de la campagne sur les législatives pour abonner de nouveaux lecteurs, ou pour inciter les masses à s'abonner à la presse marxiste-léniniste.

Il arrive encore trop souvent à l'administration un certain nombre de virements postaux, chèques bancaires ou mandats-cartes avec des sommes dont l'affectation n'est pas explicitée. S'agit-il d'une souscription, d'un règlement d'une dette ancienne ou d'un règlement d'une nouvelle commande dont la liste est envoyée dans un autre courrier ?

Pour faciliter le travail de l'administration, pour éviter de faire des recherches ou d'envoyer des lettres de demande d'explications, nous demandons à tous nos camarades, à tous nos lecteurs de nous indiquer, avec chaque somme versée, à quoi doit-on attribuer la somme reçue.

L'administration de l'Humanité rouge

Editorial

Quelle action ?

Le bureau confédéral de la CGT lance dans un récent communiqué, un appel (encore un) à développer l'action revendicative. « Les organisations et les militants de la CGT (doivent) prendre rapidement avec les travailleurs les décisions d'action qui s'imposent ». Au même moment, à l'issue de la réunion du bureau national, Mercier déclarait, pour la CFDT : « Il importe de développer l'action rapidement dans la période qui s'ouvre ».

Cette boulimie d'actions qui s'empare des dirigeants CGT et CFDT mérite réflexion.

Elle mérite d'autant plus réflexion que les faits, l'expérience des travailleurs s'inscrivent en faux contre ces déclarations enflammées. Rappelons seulement Dubigeon, les égoutiers parisiens, Naphtachimie, et Michelin, ou tout récemment, l'attitude d'opposition ouverte à la lutte adoptée par la fédération CGT de EDF.

Qu'ont révélé ces luttes ? D'une part, il y a la combativité réelle des travailleurs, leur volonté de riposter à l'austérité, au chômage, aux mauvaises conditions de travail, bref, de résister aux attaques du Capital ; il y a d'autre part, ouverte ou insidieuse la ligne impulsée par les directions confédérales, une ligne qui propage le défaitisme, la division, qui casse la mobilisation des travailleurs en sabotant la démocratie, qui dévoie la lutte en lui fixant comme objectif non pas la satisfaction des revendications, mais la négociation. (D'après eux, les victoires se mesurent au nombre de mètres-carrés de tapis vert conquis.)

Longtemps, l'illusion que l'application du programme commun par la gauche au gouvernement, amènerait la satisfaction des revendications les plus urgentes, a donné une certaine crédibilité à la ligne de Ségué et Maire. En effet, le fond de leur ligne telle qu'il l'ont exposée au début de l'été, avec la publication des différentes plate-formes. C'est la négociation permanente avec le gouvernement (de gauche), c'est la collaboration et la cogestion.

Depuis la rupture PC/PS, la crédibilité exige pour Ségué et Maire de parler de lutte, de dire haut et fort qu'ils seront toujours contre l'austérité qu'elle soit de gauche ou de droite, etc.

Leurs objectifs ne changent pas pour autant : annihiler la combativité et la force de la classe ouvrière, l'entraîner dans la voie de la collaboration des classes, la mettre à la remorque de la bourgeoisie par la soumission aux partis de la gauche. Une interview qu'Edmond Maire vient d'accorder récemment à l'Express vient opportunément rappeler ces objectifs. Que dit-il ?

« Le problème essentiel, bien évidemment, c'est la réouverture du champ de négociations. Le patronat n'est pas sérieux s'il croit qu'il pourra faire fonctionner les entreprises d'une façon correcte, et correcte pour lui, en refusant une réelle discussion avec les interlocuteurs syndicaux. »

Et encore : « On cite toujours le cas de l'Allemagne et de l'Angleterre, et des politiques d'austérité qui y ont été mises en œuvre. Mais notre situation n'a rien à voir avec la leur. Les syndicats britanniques et allemands ont obtenu des contreparties aux cours des négociations, de nouveaux avantages sociaux, de nouveaux droits. »

C'est clair, le but fixé par Maire à l'action syndicale, c'est la négociation de la paix sociale, du « consensus ». La « droite » veut faire l'austérité sans les syndicats, elle fait courir des risques « d'explosion sociale », dit-il en substance ailleurs. Voilà pourquoi il faut la gauche au pouvoir : « Effort, solidarité... soit. Nous ne sortirons pas de la crise autrement. Mais ce sont les couches privilégiées qui doivent être mises à contribution. »

Ségué ne parle pas autrement, lui qui depuis longtemps se plaint qu'il y ait des grèves, alors que sa vocation c'est de négocier.

Pour qu'aujourd'hui, l'action ce soit autre chose que les journées bidons style 1er décembre, pour que les luttes déclenchées par la classe ouvrière remportent des succès, il est indispensable de rejeter de manière consciente les objectifs de collaboration de classe que Ségué et Maire imposent au mouvement syndical. Seul l'objectif d'en finir avec le capitalisme, seule la lutte classe contre classe permettent d'avancer dans la voie du succès, de l'émancipation des travailleurs. Seule, la perspective révolutionnaire permet aujourd'hui de développer l'action, une action qui serve les intérêts de la classe ouvrière.

• Tourcoing(59)

Grève chez Flipo

Depuis vendredi dernier, 6 janvier 1978, à l'appel de leurs syndicats CGT et FO, les travailleurs français et immigrés de FLIPO-fils aîné (textile) occupent leur usine.

En grève depuis le début de la semaine, ils refusent le plan de liquidation de la direction qui prévoit la fermeture complète de l'usine d'ici juillet et le licenciement des 55 employés.

• Nantes (44)

Le PDG de Dubigeon veut du fric

A Dubigeon-Normandie, les ouvriers avaient occupé et empêché les jaunes de rentrer au boulot, tout ceci pendant neuf semaines (du 8 septembre au 8 novembre).

La direction de l'usine réclame tout simplement 1,43 millions de francs soit 143 millions de centimes à la CGT et à la CFDT pour réparation d'actes illicites (occupation, empêcher les camions de sortir, etc.).

Il y en a qui ne manquent pas d'air. A ce qu'il paraît, les directions syndicales CGT et CFDT qui avaient brisé la grève préparent la riposte (?).

• Dijon (21)

Le capitalisme tue toujours !

A ce qu'il paraît, selon certaines bonnes âmes, le travail est moins pénible et la sécurité des ouvriers mieux assurée. Mais ceci n'empêche pas les « accidents » du travail de se multiplier.

Un jeune ouvrier de 24 ans qui travaillait sur un chantier près de Chateaufort (Jura) a été enseveli dans une tranchée qui s'est effondrée. Il est mort après son admission à l'hôpital. L'accident s'est produit le mercredi 4 janvier à 16 h. Cet ouvrier travaillait à la construction de la future autoroute A 36. Combien d'ouvriers tuera-t-elle avant sa finition ?

• Chenôve (21)

La reprise...du chômage

L'entreprise « Motoculture bourguignonne » de Chenôve (Côte d'Or) ; (vente, réparation de matériel agricole) ; vient de déposer son bilan. Les cinquante employés sont menacés de licenciement. Barre avait annoncé la reprise. Elle est belle.

LA VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE SOCOTEL

Socotel, c'était un groupement d'intérêts économiques entre l'Etat et ses principaux fournisseurs de centraux téléphoniques (AOIP, CGCT, CIT, LMT, SAT, Ericsson). Au 31 décembre 1977, Socotel devait disparaître, ainsi en avait-il été décidé au sein du ministère des PTT, après la réorganisation de l'administration centrale, en 1974, puis le rachat de LMT et Ericsson par Thomson CSF en 1976.

Mais Socotel, c'était surtout 125 travailleurs (107 à Lannion, 18 à Paris), menacés d'un licenciement pur et simple au 31 décembre 1977.

La première difficulté qu'ils ont eue vaincre, leur inexpérience. Depuis plus d'un an, leur section d'entreprise CFDT attire l'attention sur la précarité de l'emploi et entreprend des démarches auprès des hauts fonctionnaires, chargés d'établir un dossier sur la société.

C'est ainsi qu'elle est amenée à faire appel à la fédération CFDT-Métaux, à laquelle elle est rattachée syndicalement, et à celle des PTT puisque leur entreprise est mise en cause par l'administration des PTT.

Le directeur général des Télécommunications, M. Théry, sorte de sous-ministre, qui est également président de Socotel, n'accorde d'audience qu'à des fédérations, hiérarchie oblige... Alors, comme on ne se sent ni très fort, ni très nombreux, on veut bien qu'une fédération intercede pour nous... et puis ça pourrait donner du poids à un problème d'emploi que tout le monde semble ignorer aux PTT ou ailleurs... Que d'illusions !

Septembre 1977 : pendant près d'un mois, impossible de savoir exactement ce qu'il en est : la section ne voyant rien venir téléphone à la fédération Métaux, qui, elle, ne sait rien car c'est la fédération PTT qui fait les démarches, téléphone donc à la fédération PTT qui, elle non plus, ne veut rien dire car elle estime ne pas devoir s'adresser à une simple section syndicale d'entreprise non PTT et nous renvoie aux Métaux ! Puis un jour, la nouvelle arrive : Théry ne veut pas entendre parler de Socotel et renvoie sur un de ses adjoints qu'on retournera voir... pour la 44e fois... sans succès comme d'habitude !

Octobre 1977 : rebelote : on va s'adresser à nouveau à Théry, la fédé PTT hésite ! Elle avoue toutefois qu'elle voit Théry, le 26 octobre. N'est-ce pas l'occasion d'obtenir des explications ? Pour appuyer cette délégation, les travailleurs de Socotel projettent de s'infiltrer dans le ministère des PTT, ceux de Lannion montent en car sur Paris : en effet, si à 120, on n'est pas en mesure de manifester sur les routes, au moins au ministère, appuyés par des camarades de boîtes de Socotel et des PTT, on doit pouvoir se faire remarquer.

Là-dessus : pressions de la direction de Socotel (elle a eu vent de l'affaire), ce qui n'est pas étonnant ; mais également, interventions dans le même sens des fédérations mises au courant, ce qui pourrait paraître plus surprenant.

Malheureusement, des camarades de Socotel se laissent convaincre et la manifestation projetée n'aura pas lieu.

La fédération PTT papotera donc tranquillement avec Théry, alors que des travailleurs des PTT défileront à la République, car ce jour-là, c'est aussi une journée d'action dans les PTT.

Mais, à partir de ce jour, les camarades de Socotel refuseront le contact avec la fédération des PTT et reprendront définitivement l'initiative. Les travailleurs réussiront ainsi à briser les manœuvres de division de leur direction. Ils obtiendront eux-mêmes, en manifestant, toutes les entrevues qu'ils souhaitent.

Ils réussiront ainsi entre novembre et décembre 1977 à arracher successivement la garantie de l'emploi, sur place, puis du salaire.

Dans cette lutte, ils profiteront de la conjoncture pré-électorale qui ne permet pas à un ministre d'apparaître comme le responsable direct de licenciements, surtout lorsqu'ils ne peuvent plus passer inaperçus, comme à Lannion, et surtout ils profiteront de l'appui de plusieurs sections syndicales CFDT, regroupées dans Socotel.

Aujourd'hui Socotel a disparu ; mais l'emploi des travailleurs, sur place, avec équivalence de salaire, est sauf... Ils percevront même en sus des indemnités de licenciement, leur ancien contrat étant juridiquement rompu.

Pour mener cette lutte, les travailleurs ont dû apprendre à compter avant tout sur eux-mêmes. Et au cours de la lutte, ils ont appris à distinguer leurs véritables alliés des chefs syndicaux qui les bernaient !